

## INDUSTRIE

**Arrêté du 2 juillet 2003 fixant les contributions définitives des opérateurs au fonds de service universel pour l'année 2001**

NOR: INDI0320434A

La ministre déléguée à l'industrie,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 35-3 et R. 20-39 ;

Vu l'arrêté du 2 juillet 2003 fixant le taux mentionné à l'article R. 20-37 du code des postes et télécommunications utilisé pour l'évaluation définitive du coût correspondant aux obligations de service universel pour l'année 2001 ;

Vu la décision n° 2003-586 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 29 avril 2003 proposant les évaluations définitives du coût du service universel et les contributions des opérateurs pour l'année 2001,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le montant des contributions définitives des opérateurs au fonds de service universel pour l'année 2001 est celui annexé au présent arrêté.**Art. 2.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 juillet 2003.

NICOLE FONTAINE

## ANNEXE

## CONTRIBUTIONS NETTES DÉFINITIVES AU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS POUR L'ANNÉE 2001

## 1. Titulaires créditeurs :

TITULAIRES	AUTORISATIONS	DÉFINITIF 2001 Montant à recevoir du fonds (en milliers d'euros)
France Télécom.	Arrêté du 12 mars 1998.	47 867
Kartel.	Arrêté du 16 avril 1998.	937

## 2. Titulaires débiteurs :

TITULAIRES	AUTORISATIONS	DÉFINITIF 2001 Montant à verser au fonds (en milliers d'euros)
3 U Télécom.	Arrêté du 9 juin 2000.	1
9 Telecom Réseau.	Arrêtés du 18 décembre 1997 et du 29 juin 1998.	1 056
21 <sup>st</sup> Century.	Arrêtés du 18 décembre 1997 et du 29 juin 1998.	»
ADP Télécom.	Arrêté du 31 juillet 1996.	101
Afripa Télécom France.	Arrêté du 10 mars 1999.	2
Altitude.	Arrêté du 4 août 2000.	3
Atos Multimédia.	Arrêté du 26 mai 1999.	2
AUCS Communica-tions.	Arrêté du 7 décembre 1999.	»

TITULAIRES	AUTORISATIONS	DÉFINITIF 2001 Montant à verser au fonds (en milliers d'euros)
Belgacom Téléport SA.	Arrêtés du 29 avril 1998 et du 20 octobre 1998.	280
BLR Services.	Arrêté du 6 octobre 1997.	»
Bouygues Télécom.	Arrêté du 8 décembre 1994.	6 282
Broadnet SA.	Arrêté du 4 septembre 2000.	»
BT France.	Arrêté du 6 octobre 1997.	»
Cable & Wireless.	Arrêté du 25 août 1998.	4
Cegetel Caraïbes SA.	Arrêté du 4 août 2000.	2
Cegetel Entreprises.	Arrêté du 11 mars 1998.	4 189
Cegetel la Réunion.	Arrêté du 4 août 2000.	»
COLT Télécommuni-cations France.	Arrêtés du 12 décembre 1996 et du 12 mars 1998.	966
Completel SAS.	Arrêté du 17 novembre 1998.	713
Dauphin Telecom SARL	Arrêtés du 19 octobre 1998 et du 10 mars 1999.	4
Dolphin Telecom.	Arrêté du 30 mars 2000.	»
Easynet.	Arrêté du 6 août 1999.	82
Econophone (Destia Communications).	Arrêté du 28 juillet 1998.	»
Equant Télécommuni-cations.	Arrêté du 20 juin 2000.	»
Estel SA.	Arrêté du 4 novembre 1998.	72
Eurotunnel Dévelop-pements SA.	Arrêtés du 21 novembre 1996 et du 29 avril 1998.	»
Facilicom Interna-tional.	Arrêté du 17 novembre 1998.	»
Farland Service France.	Arrêté du 20 janvier 1999.	»
FCR.	Arrêté du 23 février 1995.	»
First Telecom.	Arrêté du 17 juin 1998.	74
FirstMark Communi-cations France.	Arrêté du 4 août 2000.	»
France Caraïbes Mobilas.	Arrêté du 14 juin 1996.	315

TITULAIRES	AUTORISATIONS	DÉFINITIF 2001 Montant à verser au fonds (en milliers d'euros)
France Télécom.	Arrêté du 25 mars 1991.	»
France Télécom.	Arrêté du 12 février 1996.	»
France Télécom.	Arrêté du 21 février 1992.	»
France Télécom.	Arrêté du 1 <sup>er</sup> juillet 1991.	»
France Télécom.	Arrêté du 12 septembre 1996.	»
Free Télécom (Linx).	Arrêté du 9 novembre 1999.	1 469
FTMR.	Arrêté du 26 novembre 1993.	»
GC Pan European Crossing France.	Arrêté du 10 mars 1999.	»
Graphitel.	Arrêté du 16 septembre 1998.	»
Hermes Europe Reitel.	Arrêtés du 22 octobre 1997 et du 25 août 1998.	»
Infomobile.	Arrêté du 26 novembre 1993.	1
Interoute.	Arrêté du 28 juillet 1998.	1
Iridium.	Arrêté du 28 octobre 1998.	»
Kaptech.	Arrêté du 19 septembre 2000.	485
KDD France.	Arrêté du 23 septembre 1998.	8
LCR Télécoms (Gol- denline Techno- logy).	Arrêté du 7 juillet 1998.	31
Intercall.	Arrêté du 22 mars 1999.	»
Kast Telecom.	Arrêté du 2 février 1999.	»
Landtel.	Arrêté du 4 août 2000.	»
LD Communication.	Arrêté du 4 août 2000.	»
Level 3.	Arrêté du 23 décembre 1998.	»
Tiscali Telecom (Liberty Surf, AXS Telecom).	Arrêté du 17 juin 1998.	2 160
Mannesman Ipulsys (ex O.tel.O).	Arrêté du 3 juin 1999.	»
Marconi.	Arrêté du 17 février 1999.	4
MCN Sat Service.	Arrêté du 16 décembre 1998.	»
MFS Communica- tions (MCI Worldcom).	Arrêtés du 12 décembre 1996 et du 16 avril 1998.	2 360

TITULAIRES	AUTORISATIONS	DÉFINITIF 2001 Montant à verser au fonds (en milliers d'euros)
Mobicom.	Arrêté du 19 octobre 1998.	»
Netnet Télécom (LDI Telecom).	Arrêté du 17 juin 1998.	»
Nets SA.	Arrêté du 6 octobre 1998.	»
Orange France.	Arrêté du 17 août 2000.	10 216
Orange Réunion.	Arrêté du 24 avril 2001.	42
Outremer (Informa- tique & Téléma- tique).	Arrêté du 29 avril 1998.	59
One Tel.	Arrêté du 17 novembre 1998.	193
Phone Systems & network (Startec).	Arrêté du 10 mars 1999.	15
Primus Telecommu- nications SA.	Arrêté du 29 avril 1998.	31
Primus Télécommu- nications France SA (Télécom).	Arrêté du 16 septembre 1998.	31
Prosodie.	Arrêté du 26 mai 1998.	64
RSL Com.	Arrêté du 12 mai 1998.	»
Saint-Martin Mobiles.	Arrêté du 4 juillet 1991.	6
SAS SPM Télécom.	Arrêté du 21 juin 2000.	14
SFR.	Arrêté du 25 mars 1991.	10 983
SFR.	Arrêtés du 16 décembre 1987 et du 22 février 1988.	»
SFR.	Arrêté du 8 décembre 1994.	»
SFR.	Arrêtés du 29 mars 1994 et du 23 septembre 1997.	»
Société réunionnais- e de radiotélé- phonie.	Arrêté du 23 février 1995.	259
Squadran (Fortel).	Arrêté du 4 août 2000.	»
Star Télécommuni- cation.	Arrêté du 27 avril 1999.	3
Storm.	Arrêté du 27 avril 1999.	31
Suez Lyonnaise Telecom.	Arrêté du 2 octobre 1998.	5
Swisscom.	Arrêté du 15 octobre 1999.	»

TITULAIRES	AUTORISATIONS	DÉFINITIF 2001 Montant à verser au fonds (en millions d'euros)
T Systems-Siris.	Arrêté du 18 décembre 1997.	1 680
T.E.S.A.M (Glo-balstar).	Arrêté du 17 novembre 1998.	»
Telcité (Naxos).	Arrêté du 16 avril 1998.	»
Télé 2 France.	Arrêté du 16 avril 1998.	2 092
Télécom Développement.	Arrêtés du 28 novembre 1996 et du 18 décembre 1997.	1 679
Télé globe France.	Arrêtés du 30 juin 1998 et du 2 février 1999.	13
Télie.	Arrêté du 20 juillet 1999.	»
Tiscali (A Télécom).	Arrêté du 17 juin 1998.	66
Uniglobe.	Arrêté du 8 juillet 1998.	13
UPC (ex MédiaRé-seaux Marne).	Arrêté du 17 juin 1998.	141
Ventelo (GTS Omnicom).	Arrêté du 18 décembre 1997.	354
Versatel-IDT Europe BV.	Arrêté du 16 avril 1999.	»
Viatal Operations SA.	Arrêté du 5 juin 1998.	94
Vine Télécom Net-work.	Arrêté du 5 janvier 2000.	»
Western Telecom.	Arrêté du 17 juin 1998.	11
XTS Network.	Arrêté du 4 août 2000.	»
XTS Network Caraïbes.	Arrêté du 4 août 2000.	9
Wordxchange.	Arrêté du 17 juin 1999.	»
ICS.	Arrêté du 11 février 1999.	107

**Arrêté du 2 juillet 2003 fixant le taux mentionné à l'article R. 20-37 du code des postes et télécommunications utilisé pour l'évaluation définitive du coût correspondant aux obligations de service universel pour l'année 2001**

NOR : IND10320435A

La ministre déléguée à l'industrie,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles R. 20-33, R. 20-35, R. 20-36 et R. 20-37 ;

Vu la décision n° 2003-583 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 29 avril 2003 proposant le taux mentionné à l'article R. 20-37 du code des postes et télécommunications utilisé pour l'évaluation définitive du coût correspondant aux obligations de service universel pour l'année 2001,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le taux mentionné à l'article R. 20-37 du code des postes et télécommunications utilisé pour l'évaluation définitive du coût correspondant aux obligations de service universel pour l'année 2001 est fixé à 12,1 %.

**Art. 2.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 juillet 2003.

NICOLE FONTAINE

**Arrêté du 8 juillet 2003  
relatif au contrôle des éthylomètres**

NOR : IND10301735A

La ministre déléguée à l'industrie,

Vu la directive 98/34/CEE du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, et notamment la notification n° 1999/0193/F ;

Vu le code de la route, et notamment ses articles L. 234-1 et R. 234-1 ;

Vu le code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme, et notamment son article L. 88 ;

Vu le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu la recommandation internationale R. 126 de l'Organisation internationale de métrologie légale relative aux éthylomètres, édition de 1998 ;

Sur la proposition du directeur de l'action régionale et de la petite et moyenne industrie,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>  
GÉNÉRALITÉS**

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le présent arrêté s'applique à la construction, à la vérification et à l'utilisation des instruments qui mesurent la concentration d'alcool par analyse de l'air expiré, dénommés ci-après éthylomètres ou instruments, cités dans l'annexe au décret du 3 mai 2001 susvisé, notamment ceux utilisés en application des articles L. 234-1 et R. 234-1 du code de la route et de l'article L. 88 du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme.

**Art. 2.** – Le contrôle métrologique comprend :

1° L'examen de type ;

2° La vérification primitive des instruments neufs et des instruments réparés ;

3° Le contrôle en service.

L'examen de type constitue l'homologation prévue à l'article L. 234-4 du code de la route.

**Art. 3.** – Les indications de teneur en alcool délivrées par les éthylomètres sont exclusivement exprimées sous forme de concentration en milligrammes d'alcool par litre d'air.

**Art. 4.** – Les éthylomètres neufs, à poste fixe ou portatifs, doivent être conformes à la recommandation internationale R. 126, édition de 1998, de l'Organisation internationale de métrologie légale.

Toutefois, pour les éthylomètres ayant fait l'objet d'un examen de type antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, les dispositions suivantes s'appliquent :

1. Les certificats d'examen de type ou les décisions d'approbation de modèle portant une limite de validité pourront être renouvelés pour une période de dix ans au plus.

2. Les certificats d'examen de type ou les décisions d'approbation de modèle ne portant pas de limite de validité restent valides dix ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

3. Les erreurs maximales tolérées applicables lors de la vérification primitive sont celles prévues par les textes antérieurement en vigueur indiqués à l'article 25.

En outre, l'annexe au présent arrêté précise les conditions particulières d'application de la recommandation R. 126.

**Art. 5.** – Si l'éthylomètre est destiné à être connecté à des éléments périphériques qui ne font pas partie du type examiné, les dispositions suivantes s'appliquent :

1. L'éthylomètre porte la mention « Seule l'indication lue sur l'éthylomètre fait foi ».

2. Les documents imprimés par ces éléments périphériques portent également cette mention.

De plus, il ne doit pas être possible d'altérer le fonctionnement de l'éthylomètre par les interfaces de liaison ou de communication éventuelles.